A quelques jours du ramadhan l'ONAB rassure

«Le prix du poulet restera stable»

Page 3

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5054 - Mardi 14 avril 2020 – Prix : 10 DA

Coronavirus Algérie

Un bilan de 1983 cas confirmés dont 313 décès

Page 2

ANP/Nouveau directeur Général de la Sécurité Intérieure par intérim

Chanegriha installe Rachdi à la place de Bouazza

● 2ème Région militaire à Oran/Le Général-major Chanegriha aujourd'hui en visite de travail et d'inspection Page 16

Sous le signe de l'épidémie

Par Mohamed Habili

D'ici à ce que la présidentielle américaine, prévue pour le 3 novembre prochain, se tienne, tout peut arriver, y compris qu'elle n'ait pas lieu à sa date, chose qui pour le moment ne semble envisagée par personne aux Etats-Unis. C'est pourtant là une éventualité qu'on ne peut absolument pas exclure, tant que l'épidémie en tout cas n'aura pas complètement cessé. Bien que cette question ne soit pas directement abordée, elle n'est pas entièrement ignorée non plus. Pour peu qu'on y regarde, c'est elle qui affleure dans le débat actuel autour du déplacement aux urnes des électeurs, et de son alternative le vote électronique, dans le cas où le spectre d'une deuxième vague de l'épidémie ne se serait pas alors complètement dissipé. Le seul fait que cela soit discuté dit assez que les Américains n'excluent pas que le virus soit encore actif pendant les six longs mois qui les séparent de la présidentielle. Ceux d'entre eux pour qui les électeurs doivent quelles que soient les circonstances se présenter en personne aux urnes pour choisir entre Donald Trump et Joe Biden, le seul candidat démocrate resté en lice, Bernie Sanders ayant reconnu sa défaite dans la course à la nomination, et qui semblent appartenir tous ou dans leur majorité au camp républicain, sont en fait partisans du report dans le cas où l'épidémie persisterait à ce moment. Pour eux, une élection qui se déroule dans le monde virtuel n'en est pas une en réalité.

Suite en page 3

Amélioration des conditions de travail, augmentation de salaires, service civil...

Les engagements de Tebboune pour le secteur de la santé

Ph/D. R.

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a effectué hier une tournée dans les structures de santé de la wilaya d'Alger, où il s'est enquis des conditions de travail des personnels soignants et écouté leurs préoccupations. Il s'est entretenu également avec des citoyens contaminés par le coronavirus qui y sont suivis en isolement, au CHU de Beni Messous. Lire page 2

Soutenus par les décisions de réduction de production de l'Opep+

Les cours du pétrole approcheront les 40 dollars

Page 3

Coronavirus

Les caractéristiques techniques de fabrication de masques de protection fixées

Page 4

Amélioration des conditions de travail, augmentation de salaires, service civil...

Les engagements de Tebboune pour le secteur de la santé

■ *Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a effectué hier une tournée dans les structures de santé de la wilaya d'Alger, où il s'est enquis des conditions de travail des personnels soignants et écouté leurs préoccupations. Il s'est entretenu également avec des citoyens contaminés par le coronavirus qui y sont suivis en isolement, au CHU de Beni Messous.*

Par Louiza Ait Ramdane

Le chef de l'Etat a entamé sa tournée par le CHU de Beni Messous, dont une aile est dédiée aux malades atteints de Coronavirus. Le chef de l'Etat a fait plusieurs annonces dont la révision des salaires et de statuts du personnel soignant qu'il a félicité pour les efforts déployés dans la lutte contre la pandémie du coronavirus, et l'amélioration de leurs conditions ainsi que la mise en place d'une nouvelle politique sanitaire. Une autre bonne nouvelle pour les professionnels de la santé : l'ensemble des praticiens ayant travaillé deux mois dans la lutte contre le Coronavirus bénéficieront d'une année d'ancienneté dans le calcul de l'âge de départ en retraite, annonce le Chef de l'Etat.

Le Président Tebboune a précisé que « chaque deux mois passés par tout médecin ou infirmier dans la lutte contre le Coronavirus équivaudront à une année de travail lors du calcul de l'âge de départ en retraite et ce, au terme de la crise. Mieux encore : Il a, à cet effet, fait part de sa disponibilité à aller le plus loin possible dans la prise en charge des préoccupations des corps médical et paramédical, dans la mesure des moyens financiers et des lois de la République.

Concernant la situation de la pandémie en Algérie, il a affirmé que « la situation est maitrisée et que nous faisons face à cette maladie grâce à la foi et à la volonté. Nous maîtrisons la situation et nous faisons face à cette pandémie grâce à la foi, la volonté et la conjugaison des efforts de l'ensemble des parties » a-t-il déclaré. Ensuite, le président Tebboune s'est rendu à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) à Oued Smar. Sur place, le président de la République a insisté sur la nécessité d'acheminer les équipements médicaux et les moyens de protection et de prévention contre le Coronavirus à l'ensemble du territoire national. «Il faut faire parvenir le matériel médical et les moyens de prévention à chaque parcelle du territoire national, notamment dans les zones les plus éloignées et le grand Sud», a-t-il déclaré, ajoutant que «même si ces régions n'ont pas enregistré un nombre important de cas confirmés au coronavirus, la précaution et la prévention doivent tout de même êtres de mise». A ce titre, Le Président Tebboune a instruit le ministre délégué à l'Industrie pharmaceutique à l'effet de mobiliser tous les moyens de l'Etat, y compris les avions, pour acheminer, le plus rapidement possible, le matériel médical. S'enquérant des quantités stockées de la Chloroquine, utilisée dans le traitement du Covid-19, le président de la République a écouté des explications sur ce médicament, produit localement, et dont la quantité est suffisante pour 230.000 malades. En réponse à une question du Président Tebboune sur la production nationale de ce médicament, les responsables de la PCH ont affirmé que l'Algérie «œuvre à augmenter sa production à un million de boîtes une fois la matière première commandée d'Inde réceptionnée», faisant savoir que l'Algérie «est l'un des premiers pays à bénéficier de la matière première et dispose d'un stock suffisant». Le Président Tebboune s'est, par ailleurs, incliné à la mémoire des victimes «martyrs» du Coronavirus qu'elles soient médecins, infirmiers ou simples citoyens. Le chef de l'Etat n'a pas manqué de mettre en exergue l'élan de solidarité du peuple algérien en cette conjoncture difficile que traverse le pays, estimant que cet élan marque un nouveau départ pour l'Algérie.

Ph/D. R.

Création prochaine d'une Agence nationale de la sécurité sanitaire

Une Agence nationale de la sécurité sanitaire sera très prochainement mise sur pied avec pour mission principale la restructuration totale du secteur de la santé, a annoncé encore le président Tebboune. L'annonce a été faite lors d'une rencontre du président Tebboune avec les membres de la Commission nationale de suivi de l'évolution du coronavirus au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Il a également fait part de son intention de supprimer prochainement le service civil pour les médecins, précisant que ceux qui voudraient volontiers exercer dans le Sud du pays percevront le double du salaire actuel. Le président de la République effectue une visite de travail et d'inspection dans la capitale pour constater de visu l'état de prise en charge des personnes affectées par le coronavirus et les moyens mobilisés pour face à cette pandémie. **L. A. R.**

Coronavirus Algérie

Un bilan de 1983 cas confirmés dont 313 décès

69 NOUVEAUX cas confirmés de coronavirus ont été recensés en Algérie durant les dernières 24 heures, portant leur nombre total à 1983, tandis que 20 nouveaux décès ont été enregistrés portant le nombre total à 313 décès, à indiqué hier, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Regards

Algérie post-pandémie

Le temps des «grandes stratégies»

Par Mourad Hadjersi

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire que l'Humanité ne sera plus la même après la fin de la pandémie du Covid-19, la géopolitique mondiale sera chamboulée et les intérêts des pays vont inéluctablement prendre des formes nouvelles et des objectifs différents durant cette année 2020. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'avait souligné d'ailleurs tout récemment lors de sa rencontre avec la presse nationale. Du coup, notre pays qui devait revoir, de fond en comble, son mode de fonctionnement et tracer des voies salutaires après des décennies de gouvernance catastrophique, se voit obligé de revoir sa copie, les paramètres ont changé et la donne mondiale n'est plus la même.

En effet, l'Algérie ne doit plus se contenter, aujourd'hui, d'élaborer un plan de développement à la mode traditionnelle, à l'image des plans quinquennaux des années 70, où se satisfaire d'un programme dont les objectifs ne dépassent rarement le temps d'un mandat présidentiel. Nous sommes aujourd'hui face à une réelle redistribution des cartes sur l'échiquier mondial et la vision devrait être plus prospective que factuelle, elle devrait être pensée autrement et ses grandes lignes devront aller au-delà des différents chapitres du programme électoral sur la base duquel le président à été élu en décembre dernier. C'est toute une nouvelle façon de réfléchir sur l'avenir du pays qui doit être mise sur la table. On ne devrait plus se contenter de savoir comment ne plus être dépendant uniquement de nos ressources en hydrocarbures ou comment développer notre agriculture et éventuellement développer notre petite industrie. L'enjeu aujourd'hui est plus grand, c'est une place dans un monde nouveau que rares sont ceux qui oseraient tracer les contours en ces temps de pandémie. Les secousses de ce «*séisme*» mondial et les soubresauts qu'engendrerait son impact restent difficiles à imaginer, d'où la nécessité d'aller au-delà des recettes traditionnelles en matière de politique nationale et même internationale. C'est une vision globale dont on aura besoin et des solutions plus élaborées, pour ne pas dire originales, pour espérer maintenir le cap et pouvoir négocier une bonne place dans le monde de demain. C'est un grand chantier national que nous devrons échafauder et qui nécessite non pas une simple stratégie, mais une «*stratégie supérieure*».

Une autre approche

Le concept n'est pas nouveau, la Stratégie supérieure (ou grande stratégie), «Grand Strategy», chez les anglo-saxons, est la forme de planification la plus complexe d'un pays vers la réalisation d'un objectif à long terme. La formulation et la mise en œuvre d'une grande stratégie nécessitent, selon les experts, l'identification d'un objectif national, une évaluation approfondie des ressources de l'État et, en fin de compte, le rassemblement de ces ressources de manière très organisée pour atteindre l'objectif. Bien que cette grande stratégie concerne les affaires nationales en temps de guerre et en temps de paix, les approches nationales ont historiquement été fondées sur l'existence d'un ennemi qui doit être vaincu. À cette fin, les décideurs politiques tentent de développer la meilleure façon possible de coordonner les prouesses militaires, l'influence politique, la capacité diplomatique et la puissance économique au sein d'une stratégie nationale cohérente. La notion d'une grande stratégie est notoirement insaisissable, car les universitaires, les politiciens et les chefs militaires ont tendance à la définir de manière considérablement différente. Cependant, la plupart des spécialistes conviennent que la formulation et l'exécution d'une grande stratégie sont des opérations extrêmement complexes, intégrant un large éventail de dimensions politiques, économiques, militaires et même psychologiques. Une stratégie, dans sa simple définition, en temps de guerre est censée devenir «*grandiose*» lorsqu'elle vise non seulement à gagner la guerre, mais aussi à assurer une paix confortable et durable. Une grande stratégie fournit une vision nationale pour l'avenir et un plan précis pour la réalisation de cette vision. Cela nécessite également un effort concerté de la part d'un segment important de la société. En d'autres termes, elle requiert un consensus national ou, à tout le moins, l'absence de résistance générale à ses objectifs, et pour être efficace elle doit équilibrer les moyens et les fins, à fixer des objectifs réalistes, puis à consacrer toutes les ressources nécessaires à la réalisation de ces objectifs. C'est cette façon de réfléchir et ce niveau d'imagination que nous devons atteindre, et ce genre de perspective et d'horizon que nous sommes appelés à tracer, et si nous y arriverons, la philosophie de cette «*Algérie nouvelle*» prendra tout son sens. **M. H.**

A quelques jours du ramadhan l'ONAB rassure

«Le prix du poulet restera stable»

■ *"Le prix du poulet restera stable et ne connaîtra pas d'augmentation durant le mois sacré", a indiqué, hier, le P-DG de l'Office national des aliments de bétail (ONAB), Mohamed Betraoui, rassurant qu'il "ne dépassera pas les 250 DA le kilo".*

Par Thinhinene Khouchi

Ph.> D. R.

A quelques jours du mois sacré du ramadhan, les citoyens commencent déjà à stocker certains produits alimentaires, notamment le poulet qui, comme chaque année, connaît une augmentation vertigineuse. S'exprimant hier à travers les ondes de la Radio algérienne, Mohamed Betraoui, P-DG de l'Office national des aliments de bétail a tenu à rassurer les consommateurs sur le prix de cet aliment tant prisé et consommé durant le mois sacré. il a donc expliqué que «l'excédent qui avait été enregistré avant la crise du coronavirus ainsi que l'acheminement des quantités destinées à l'exportation vers le marché local ont fait que le prix du poulet est stable et le restera durant le mois de ramadhan». Et d'ajouter : «Le prix du poulet varie en ce moment entre 200 et 240 DA le kilo, et ne dépassera pas les 250 DA durant le mois sacré». Le même responsable a souligné que «le stock de poulet disponible était suffisant pour les trois prochains mois», notant qu' «un excédent de 30 millions de tonnes qui été destiné à l'exportation, a été, suite aux ordres du président de suspendre l'exportation des denrées alimentaires, dirigé vers le marché local». «La production abondante ne concerne pas seulement la viande blanche, mais tous ses dérivés», a-t-il ajouté. Pour lutter contre les prix spéculatifs pendant le mois sacré, le président-directeur général de l'Office national des aliments de bétail a déclaré que «les producteurs distribueront eux-mêmes la production sans avoir besoin d'intermédiaires». En outre, l'invité de la radio a révélé que « le ministre de l'Agriculture a signé le nouveau cahier des charges qui entrera en vigueur en octobre prochain. Ce cahier des charges contrôlera le marché et réduira la facture d'importation de fourrage actuellement estimée à un milliard de dollars par an. Parmi les éléments les plus importants inclus dans le cahier des charges se trouve aussi «le contrôle de la quantité nécessaire par le marché ainsi que le contrôle de la quantité importée du fourrage», explique Betraoui, précisant qu'«il comprend également un accompagnement technique pour les professionnels de la filière volaille». Questionné sur les répercussions de la crise de coronavirus , Mohamed Betraoui a indiqué que «la crise provoquée par la pandémie de coronavirus, qui a conduit à la fermeture des restaurants, des universités et autres, a réduit la consommation de volaille, ce qui a créé une abondance et une stagnation sur le marché de la viande blanche et amené l'Office à chercher à absorber ce surplus pour éviter les pertes des jeunes producteurs, à stocker ce produit et le distribuer dans 45 points de vente à travers le pays pour éviter la spéculation des commerçants intermédiaires». Enfin, il a rappelé qu'un partenariat a été signé par l'ONAB et le Conseil national interprofessionnel de la filière avicole en vue de bénéficier de l'accompagnement et du soutien nécessaires au développement de la filière avicole et le traitement de la volaille. Mohamed Betraoui a précisé que son instance assurera, à travers cette convention, l'accompagnement technique et sanitaire des éleveurs, en vue de mener à bien leur projet, soutenir l'investissement en matière d'infrastructures réservées à l'aviculture et utiliser des nouvelles techniques, en mettant à la disposition des concernés plus de 160 vétérinaires et 60 techniciens supérieurs. **T. K.**

Soutenus par les décisions de réduction de production de l'Opep+

Les cours du pétrole approcheront les 40 dollars

Comme attendu, suite à la réunion Opep+ ayant décidé d'un effort commun pour une réduction massive de la production, les cours de l'or noir ont entamé hier une courbe ascendante sur les marchés asiatiques, qui si elle devait se maintenir, sortirait les prix du pétrole de la débâcle dans laquelle ils sont confinés depuis des mois. Les pétroliers s'attendent à une fourchette de 30 à 40 dollars de baril de pétrole dès l'application des niveaux de réduction convenus. A ce titre, en attendant les places européenne et américaine, les prix du pétrole ont bondi hier matin sur le marché en Asie, après l'accord de l'Opep et de ses partenaires sur une baisse historique de la production, en pleine pandémie de coronavirus. A ce titre, dans la matinée, le baril américain de West Texas Intermediate (WTI) était en hausse de 7,03 % à 24,36 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord prenait 4,6 %. Dans ce contexte, saluant l'accord de réduction de la production de pétrole de l'Opep+, Leonid Fedun, vice-président et copropriétaire de la compagnie pétrolière russe Lukoil, cité avant-hier par l'agence russe Tass, a estimé que «nous pouvons nous attendre à ce que les prix du pétrole oscilleront entre la fourchette de 30 à 40 dollars le baril dès l'application des niveaux de réduction convenus lors de la dernière réunion des pays membres de l'Opep+». Soulignant que grâce à cet accord la Russie recevra un supplément de 70 à 80 millions de dollars de revenus par jour, selon Leonid Fedun, d'ici la seconde moitié de l'année, les prix du pétrole approcheraient les 40 dollars le baril et que le marché atteindrait un équilibre au plus tôt à la fin de 2022. «C'est une prévision réaliste si le coronavirus recule et la demande se rétablit. La demande différée est assez élevée et je pense que les réserves cesseront d'augmenter d'ici à juin pour commencer à diminuer. Mais l'équilibre final de la demande et de l'offre ne devrait pas arriver avant la fin de 2022», a-t-il précisé. Ceci non sans relever que cet accord en question a mis fin à «la guerre des prix avec l'Arabie saoudite, qui a fortement réduit les prix en offrant son pétrole à l'Europe avec une remise de dix dollars américains le baril». Pour leur part, Vladimir Poutine et Donald Trump ont noté, lors d'un appel téléphonique, «la grande importance» de cet accord. Lequel sera également salué par le Canada qui qualifie cette baisse de production prévue de «bonne nouvelle».

Mohamed Arkab : les revenus pétroliers de l'Algérie ne seront pas affectés par la baisse de production

«Les revenus pétroliers de l'Algérie ne seront pas affectés par la baisse de production décidée jeudi dernier par l'Opep+». C'est en tout cas ce qu'a affirmé Mohamed Arkab, ministre de l'Energie. Arkab, qui assure la présidence de la Conférence de l'Opep, ajoutera que les revenus pétroliers nationaux connaîtront un équilibre à l'avenir à travers la rationalisation de la consommation interne d'énergie et le maintien des quantités exportées, appelant à l'utilisation de nouvelles technologies pour accompagner et rationaliser les réductions. Dans ce contexte, le ministre, qui était l'invité de la Chaîne 1 de la Radio nationale, a mis l'accent sur l'impératif de concrétiser le programme de transition énergétique à travers l'utilisation des énergies renouvelables, notamment photovoltaïques, dans la production d'énergie et la généralisation de l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL). En outre, revenant à l'accord de l'Opep+ qu'il a qualifié d'«historique», Arkab a fait savoir que des concertations, pour accélérer le recouvrement de l'équilibre des marchés internationaux, étaient en cours avec d'autres producteurs hors «Opep+» qui devraient baisser volontairement leur production pétrolière. Selon lui, «sept pays ayant participé à la dernière réunion Opep+ en tant qu'observateurs» sont concernés par ces concertations. Il s'agit notamment de l'Argentine, la Colombie, l'Equateur, la Norvège et l'Indonésie. Ainsi, d'après Arkab, «au-delà des prix du pétrole, pour l'Opep il s'agit plutôt de se concentrer sur l'offre qui doit être en équilibre avec la demande». «La demande, poursuivra-t-il, est actuellement en net recul, en raison d'un double choc induit par l'impact de la pandémie du nouveau coronavirus sur l'économie mondiale, vu les mesures préventives prises, y compris le gel du transport aérien et maritime, et ce, de par l'approvisionnement des marchés internationaux en quantités importantes de pétrole». **Lynda Naili**

LA QUESTION DU JOUR

Sous le signe de l'épidémie

Suite de la page une

Une opinion à l'évidence partagée en dehors des Etats-Unis, et en premier lieu par l'ensemble des Français, qui effectivement n'ont à aucun moment pensé tenir le deuxième tour des élections municipales, le premier ayant été organisé, on s'en souvient, le 15 mars dernier, en dépit donc de l'épidémie, en recourant au seul vote électronique. Ceux qui aux Etats-Unis sont en revanche d'avis que ce dernier pourrait dans un contexte particulier se substituer à la présence physique de l'électeur dans un bureau de vote sont en réalité opposés à l'idée même de report. Ils se recrutent, à ce qu'il semble tout au moins, surtout dans le camp démocrate. Pour autant, la probabilité que les Américains en viennent à trancher ce débat paraît faible. Dans six mois selon toute vraisemblance l'épidémie sera dépassée. Ce qui ne le sera pas par contre, ce sont les pertes au plan humain qu'elle aura occasionnées. Le bilan humain aux Etats-Unis est dès à présent le plus lourd au monde. Ils en sont à rapporter quelque 2 000 décès par 24 heures. A ce rythme, c'est une catastrophe humanitaire qu'ils auraient au bout du compte subie. Il y a donc tout lieu de s'attendre à ce que l'épidémie et ses effets pèsent de tout leur poids sur la présidentielle, quand bien même elle-même serait complètement finie à ce moment. Donald Trump en est à ce point conscient qu'il a autant peur de «rouvrir l'Amérique» que de la tenir en confinement au-delà du mois d'avril. S'il «déconfine» et qu'une deuxième vague déferle, c'en est pour ainsi dire fini de sa réélection. Mais prolonger l'état de confinement pendant le mois de mai pourrait déboucher sur un chaos économique, dont il a à craindre qu'il n'en soit tenu pour responsable par une majorité d'Américains. Pour sa réélection, il ne suffit donc pas que l'épidémie s'arrête, il faut encore qu'elle le fasse suffisamment tôt pour permettre à l'économie de se rétablir peu ou prou avant l'élection, et que son bilan humain ne soit pas trop lourd. Dans tous les cas de figure, l'élection se tiendra à son ombre. **M. H.**

Coronavirus

Les caractéristiques techniques de fabrication de masques de protection fixées

■ Le ministère de l'Industrie et des Mines a mis, hier, à la disposition des entreprises qui souhaitent fabriquer des masques de protection contre le coronavirus les caractéristiques techniques de ces produits, conformément aux normes requises et appliquées par le Groupe public des textiles et des cuirs (Getex), a indiqué un communiqué de ce ministère.

Ph. > D. R.

Par Assia Ch.

«Pour doubler les capacités nationales de la production de masques nécessaires à la protection contre le coronavirus, le ministère de l'Industrie et des Mines a mis à la disposition des entreprises et personnes qui souhaitent fabriquer ces masques les caractéristiques techniques de ces produits médicaux, conformément aux normes requises et appliqués par le Groupe public des textiles et cuirs (Getex)», a précisé la même source. Les caractéristiques concernent les masques d'intervention haute filtration avec élastique auriculaire et les masques de protection de l'environnement de travail pour la chirurgie, les examens médicaux et dentaires, ainsi que ceux de l'industrie, a ajouté le communiqué.

Ces produits de protection doivent être constitués de trois couches de polypropylène non tissé et disposant d'un élastique auriculaire permettant leur fixation au visage, a-t-on précisé. D'une dimension spécifiée à 20cm/18cm et de couleur blanche, ces masques doivent être également conformes au marquage CE selon la directive européenne 93/42/CE et à la norme EN1483 : 2005, a noté le communiqué. Exigeant leur conditionnement dans des sachets de 10 pièces, le ministère de l'Industrie a souligné, en outre, que ces masques de protection nécessitent une composition fibreuse selon la norme NA 56-92 et que l'ensemble des couches doivent être constituées à 100 % de polypropylène selon les tests réalisés par les laboratoires du Centre national des textiles et des cuirs (CTNC). Cette démarche du ministère de l'Industrie pour la fabrication de masques conforme aux normes internationales s'inscrit dans le cadre de l'effort national de solidarité contre la propagation de la pandémie de coronavirus.

A. Ch./APS

En dépit des difficultés et des risques

Les journalistes de Blida toujours au front

Les journalistes de la wilaya de Blida, qui est soumise à un confinement total depuis le 24 mars dernier pour freiner la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), demeurent déterminés plus que jamais à transmettre l'information au citoyen, en dépit du risque d'infection par le virus, conjugué aux difficultés de déplacements pour arriver aux sources d'informations, ont affirmé, à l'APS, un groupe de confrères. En cette période sanitaire inédite, le travail de journaliste s'est, en effet, considérablement compliqué à Blida, comparativement aux autres wilayas du pays. Les déplacements sont devenus limités en dépit des autorisations spéciales de circulation, outre le risque de contamination qui plane partout, en l'absence des moyens de protection. C'est le cas du journaliste Walid Hamdadou, employé au siège de la chaîne TV «El Bilad» à Alger, contraint de travailler à partir de Blida où il est domicilié. «En cette période sanitaire difficile, le journaliste est devenu une sorte de ''Moussebel'' (quelqu'un qui se sacrifie pour les autres), pour accomplir son devoir d'information et de service public visant à sensibiliser le population», a-t-il estimé dans une déclaration à l'APS. «Une tâche devenue d'autant plus complexe avec le manque de communication de la part des responsables des wilayas, ce qui nous contraint, a-t-il ajouté, à faire davantage de travail de sensibilisation, au lieu de chercher le scoop ou une couverture de terrain, devenue actuellement rarissime, exception faite des caravanes de solidarité, et autres communiqués de presse qui me permettent de transmettre aux citoyens les développements de la situation dans la wilaya», a souligné M. Hamdadou. «En dépit du respect des gestes barrières, la crainte de ce virus invisible est permanente, car nous évoluons dans un champ miné», a-t-il déploré. «Je suis devenu extrêmement alarmiste, et je vois les symptômes du virus partout. J'ai peur pour ma famille et mes enfants. Dès que je rentre chez-moi, je me douche immédiatement et mes vêtements sont désinfectés», a-t-il tenu à préciser. Cette crainte est partagée par son confrère du quotidien national «Horizons», Mokhtar Keddada, qui comme tous les journalistes, accomplissait son travail d'information, à l'annonce du premier cas de Covid-19, en réalisant des reportages et couvertures dans les hôpitaux et d'autres lieux de la wilaya. «Avec la propagation du virus, la situation a changé, car mon contact quotidien avec des personnes, éventuellement contaminées (sans le savoir bien sûr), m'a rempli de panique», a-t-il raconté à l'APS. «J'étais quasi sûr d'avoir été contaminé, mais heureusement, il n'en était rien, alors j'ai décidé de travailler à distance», a-t-il ajouté, tout en insistant sur l'absence des moindres moyens de protection (bavettes) contre ce virus, ce qui, a-t-il affirmé, «rend le travail de terrain extrêmement dangereux». Ce même journaliste a déploré, en outre, «l'énorme difficulté, voire l'impossibilité d'arriver à la source de l'information», expliquant, par là, son recours au «téléphone, voire même à Facebook, pour avoir l'information, après sa confirmation bien évidemment», a-t-il assuré.

«Désormais, le gros de notre travail est actuellement axé sur l'information de proximité, qui est la seule disponible pour nous», a-t-il fait savoir. La même situation exceptionnelle est vécue par la Direction régionale Centre de l'agence Algérie Presse Service (APS), notamment le bureau de Blida, dont les journalistes œuvrent quotidiennement à la transmission de l'information locale, à partir de chez elles, tout en faisant des couvertures, quand la situation l'exige, comme ce fut le cas pour les deux visites du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, dans la wilaya, selon la responsable du bureau, Sara Kessoum. D'après elle, la direction centrale de l'APS a émis, «quelques jours après l'annonce du confinement total (de Blida), une instruction offrant la possibilité aux journalistes de travailler à distance (télétravail), tout en poursuivant les couvertures de terrain», a-t-elle dit, «cependant le travail de terrain est devenu, chaque jour plus dangereux, avec la hausse des cas de Covid-19, dans la wilaya», a-t-elle déploré. Mettant en avant son «amour du métier de journaliste et sa conscience professionnelle, qui lui dicte de faire de son mieux», sa confrère Ghania Bouabdellah a assuré qu'elle continue de faire son travail en recourant, en grande partie, à son téléphone, pour «tous mes contacts avec les responsables et les autres sources d'information», a-t-elle fait savoir. Admettant, néanmoins, avoir été contrainte de se déplacer, dans certains cas, pour des couvertures d'importance, Mme Bouabdellah n'a pas caché le sentiment «de grande peur», qui l'accompagnait durant ces sorties. «Tout me faisait peur, les rues désertes, parler avec des gens éventuellement infectés (médecins, experts, corps sécuritaire, associations), notamment en l'absence de moyens de protection, même au niveau des pharmacies», a-t-elle souligné.

La solidarité radiophonique, une autre forme de confraternité

«Et cette situation sanitaire inédite, tant pour l'Algérie que pour la wilaya de façon particulière, la Radio de Blida fait l'événement, à l'échelle locale, en étant devenue un plateau de solidarité entre les différentes chaînes radiophoniques centrales», comme exprimé par son directeur par intérim, Adlane Dekkar. Selon le responsable, la Radio de Blida réunit actuellement de nombreux journalistes relevant d'autres radios centrales, à l'exemple de Radio Algérie Internationale, la Radio Chaîne 3 (d'expression française), la Chaîne 2 (Tamazight), la Chaîne1, tous contraints de rester chez-eux à Blida, mais qui continuent contre vents et marées d'accomplir leur travail, à partir du siège de la radio locale. Il s'agit là, a-t-il ajouté, de «l'expression d'une solidarité radiophonique par excellence. Les journalistes échangent leurs informations et travaillent ensemble, et la Radio de Blida en profite, également, pour réduire la tension due à l'exemption de travail de certains de ses journalistes, concernés par les mesures exceptionnelles portant sur les femmes allaitantes, enceintes, ou ceux ayant des malades chroniques», a expliqué le même responsable, qui a précisé que la Radio de Blida a adapté ses programmes à la conjoncture actuelle, en axant sur les activités de sensibilisation et de solidarité. «Les conditions de travail actuelles sont très difficiles, car il n'est pas facile d'évoluer à notre aise, au vu de la propagation effarante de ce virus, et qui de plus est dans une wilaya enregistrant le plus grand nombre de cas d'atteintes et de morts», a estimé, à ce propos, Samia Ghitra, journaliste à la Radio de Blida Un fait corroboré par son collègue Elias Abbas, qui a affirmé que «95 % des informations sont actuellement obtenues via le téléphone». Quant à Mohamed Saim, rédacteur en chef par intérim, chargé de la section politique à la Chaîne 3, contraint de travailler à partir de la Radio de Blida, il s'est plaint de «la difficulté de l'obtention de l'information, conjuguée à l'indisponibilité des moyens de protection et de transport», a-t-il dit. "Je suis obligé de me déplacer avec mon véhicule personnel, mais parfois se pose un problème d'indisponibilité de carburant qui m'empêche de mener mon travail à bien", a-t-il déploré. Il a affirmé, néanmoins, qu'il demeure "déterminé à faire son travail d'information, rapporter fidèlement la réalité du citoyen et accomplir un service public digne".

Maya H.

Transport ferroviaire

Poursuite de l'acheminement des produits vitaux et stratégiques en dépit de la pandémie

■ Le directeur général de la Société nationale de transport ferroviaire (Sntf), Yacine Bendjaballah, a affirmé, dimanche, qu'en dépit de la suspension temporaire du transport public des voyageurs en raison de la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19), la Sntf veille à la pérennité du service de transport des produits vitaux et stratégiques via le rail.

Par Salem K.

Yacine Bendjaballah, directeur général de la Société nationale de la SNTF

Ph/D. R.

«En dépit de la conjoncture difficile et exceptionnelle que traverse le pays en raison de la propagation du Covid-19 et de son impact en termes de suspension temporaire du transport public (y compris des voyageurs), la Sntf poursuit le transport des produits vitaux et stratégiques, particulièrement le carburant, les céréales, les conteneurs et les produits miniers», a fait savoir M. Bendjaballah dans une déclaration à l'APS. Il a précisé que la Sntf, qui avait suspendu totalement le transport des voyageurs conformément aux instructions des autorités publiques et sanitaires dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, a maintenu ses services de transport de marchandises à 100 %, soulignant que «toutes les équipes et les agents travaillant dans ce domaine ont été mobilisés pour la pérennité de ce service névralgique pour les besoins des citoyens et de l'économie nationale». «La Sntf est déterminée à maintenir ce service quelles que soient les conditions, et ce, grâce à la mobilisation et le dévouement de tous les travailleurs au service de l'intérêt national jusqu'à ce que cette crise sanitaire qui affecte tous secteurs au niveau mondial soit dépassée», a-t-il poursuivi. Par ailleurs, M. Bendjaballah a fait savoir que «la Sntf a réduit son effectif de 50 % conformément aux mesures arrêtées pour préserver la sécurité des personnes et juguler la pandémie, ajoutant que les agents et cadres ayant été retenus, que ce soit en matière de transport de marchandises ou de maintenance, travaillent dans le strict respect des mesures de précaution prises par la Sntf dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19». Concernant les pertes subies par son entreprise, notamment suite à la suspension du transport des voyageurs, M. Bendjaballah a indiqué que «la Sntf, qui a été impactée à l'instar de toutes les entreprises économiques dans le monde, a perdu 50 % de son chiffre d'affaires en raison de la suspension du transport des voyageurs». «Cependant, le transport de marchandises, activité économiquement rentable, a permis de limiter les pertes», a-t-il précisé, ajoutant que la Sntf essaiera de s'adapter avec cette situation, en dépit de la difficulté financière, et ce, jusqu'à la fin de la crise sanitaire.

Navettes à vide pour s'assurer de la sécurité de la voie ferrée

En plus du transport de marchandises, la société a maintenu l'activité de maintenance des trains, wagons et voies ferrées, afin de garantir leur sécurité et opérationnalité, en prévision de leur remise en service dès la sortie de crise. Un programme de maintenance de tous les trains, wagons et matériel a été tracé à l'exécution duquel s'attelle des équipes d'agents et de travailleurs dans les différents ateliers de maintenance, centrales électriques et centres de commandement national et régionaux, a poursuivi M. Bendjaballah, soulignant que ce programme entamé depuis la suspension du transport des voyageurs se poursuivra périodiquement jusqu'à la remise en service des trains. Des navettes à vide (sans passagers ni marchandises) seront menées depuis hier, pour s'assurer de la sécurité des voies ferroviaires à travers le territoire national, a-t-il encore indiqué, «Nous devons vérifier si les rails n'ont pas été affecté par des facteurs naturels ou subi un quelconque acte de vandalisme, notamment au niveau des passages à niveau et des trajets non empruntés depuis la suspension de l'activité du transport ferroviaire», a-t-il expliqué. S'agissant de la reprise du trafic ferroviaire, notamment le transport des voyageurs, M. Bendjaballah a répondu que «la suspension a été décidée pour juguler la propagation de la pandémie Covid-19 et la reprise du service dépendra de l'amélioration de la situation sanitaire. La Sntf attendra les instructions des autorités publiques», a-t-il fait savoir. **S. K./APS**

Finances

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G20 se réuniront le 15 avril

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G20 se réuniront le 15 avril, a rapporté, dimanche, l'Agence de presse saoudienne. Cette réunion a pour but de continuer à dialoguer et à prendre les mesures d'urgence qui s'imposent pour relever le défi mondial du nouveau coronavirus. Traditionnellement, la réunion d'avril des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20 se tient à Washington, en marge des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale. Cependant, compte tenu des circonstances actuelles, les réunions du G20 se tiennent maintenant à distance et à une fréquence plus élevée. Au cours de leur dernière réunion, qui s'est tenue le 31 mars, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G20 se sont entendus sur une feuille de route visant à faire face à la pandémie de coronavirus.

Younès H.

Marchés

Les Bourses asiatiques finissaient hier en repli

Les Bourses asiatiques ont terminé hier dans le rouge, trouvant peu de soutien dans l'accord entre les pays pétroliers pour réduire leur production, et alors que la place de Hong Kong était toujours fermée en raison des fêtes de Pâques. Mal orienté dès l'ouverture, l'indice vedette de la Bourse de Tokyo, le Nikkei, a accentué ses pertes dans l'après-midi pour clôturer en recul de 2,33 % à 19 043,40 points. L'indice élargi Topix a lâché 1,69 % à 1 405,91 points. Même tendance, quoique moins marquée, en Chine continentale, où l'indice composite de Shanghai s'est replié de 0,49 % à 2 783,05 points alors que celui de Shenzhen a perdu 0,80 % à 1 707,46 points. Les principaux pays producteurs de pétrole sont parvenus à un accord «historique» dimanche, visant à réduire de près de 10 millions de barils par jour la production mondiale, mettant fin par la même occasion à la guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie. Cependant ces coupes étaient le minimum attendu et «ne sont pas suffisantes pour soutenir durablement les prix de l'or noir, alors que l'économie américaine devrait plonger au deuxième trimestre en raison de la pandémie de Covid-19, et avec elle la demande de pétrole», a souligné Shoji Hirakawa, stratégiste en chef du Tokai Tokyo Research Institute, cité par l'agence Bloomberg. A Tokyo, les investisseurs se sont aussi mis à douter de l'efficacité du soutien de la Banque du Japon (BoJ) via son programme actuel de rachats d'actifs. Enfin, l'appréciation du yen face au dollar, un mouvement défavorable pour les groupes nippons exportateurs, a achevé de plomber la séance. **Y. N.**

Industrie

Le secteur automobile chinois poursuivra sa reprise au deuxième trimestre

Le secteur automobile chinois devrait poursuivre sa reprise au deuxième trimestre, alors que les constructeurs automobiles reprennent leur production et la demande refoulée se déchaîne, selon des analystes. «Les fabricants de pièces automobiles ainsi que les constructeurs automobiles ont survécu à la pire période au premier trimestre, lorsque le Covid-19 a pesé à la fois sur l'offre et la demande», a déclaré Shenwan Hongyuan Securities dans une note de recherche. Comme l'épidémie a été progressivement contrôlée dans le pays, les entreprises avaient repris le travail en mars, alors que les acheteurs potentiels ont commencé à visiter les magasins, ajoutant ainsi des signes de rebond du marché automobile, a-t-il indiqué. Selon les dernières données de l'Association chinoise des constructeurs automobiles, la production et les ventes automobiles de la Chine ont rebondi considérablement en mars, la production étant en hausse de près de 400 % par rapport à février et les ventes de 361,1 % en glissement mensuel. Les autorités du pays ont mis en œuvre une série de mesures pour relancer le plus grand marché automobile du monde, avec des subventions et des exonérations fiscales prolongées pour l'achat de véhicules à énergie nouvelle. Des mesures spécifiques, avec des politiques budgétaires et monétaires plus larges visant à maintenir la stabilité de la croissance et des attentes du marché, stimuleraient davantage le secteur automobile au deuxième trimestre, a noté Huajin Securities.

Mozambique

Dans le nord, les jihadistes sortent du bois

Cette fois, ils ont tombé le masque. Ces deux dernières semaines, les jihadistes qui sèment la terreur dans l'extrême-nord du Mozambique ont mené une série d'attaques spectaculaires et enfin affiché au grand jour leur objectif : instaurer la loi islamique.

Par Rosa C.

Drapeaux noirs recouverts d'inscriptions en arabe au vent, ils ont brièvement occupé les chefs-lieux de trois districts de la province septentrionale du Cabo Delgado. A chaque fois, les forces de sécurité mozambicaines ont été incapables de riposter, malgré l'entrée en scène d'entreprises de sécurité privées. Pendant quelques heures, les villes de Mocimboa da Praia, Quissanga et Muidumbe sont ainsi tombées aux mains de dizaines d'hommes en armes qui ont détruit postes de police, bâtiments publics et infrastructures, avant d'en diffuser les images sur les réseaux sociaux. «*Ils ont détruit l'hôpital et volé les médicaments, brûlé la station-service, attaqué la banque et pillé les distributeurs de billets*», a rapporté cette semaine sous couvert de l'anonymat à l'AFP un policier de Muidumbe. «*Puis ils ont hissé leur drapeau sur l'hôpital et sont partis attaquer les villages voisins*». Des sources locales ont fait état de victimes parmi les populations, sans qu'il soit toutefois possible de le vérifier de sources indépendantes. La police et l'armée ont, comme d'habitude, refusé de confirmer ou d'évoquer ces opérations. Pour la première fois depuis leur apparition en octobre 2017 dans cette région à majorité musulmane, ceux que la population désigne sous le nom d'«al-shabab» (les jeunes en arabe) ont expliqué leurs objectifs. «*Nous voulons que tout le monde ici applique la loi islamique*», a lancé un de leurs porte-parole, en treillis et armé, devant la population de Mocimbao da Praia dans une vidéo. «*Nous ne voulons pas un gouvernement de mécréants, nous voulons le gouvernement de Dieu*». Comme c'est systématiquement le cas depuis des mois, cette vague d'opérations a été revendiquée sur internet par le groupe État islamique, via sa branche active dans la «province d'Afrique centrale» (ISCAP). Elle confirme le virage de la stratégie militaire et médiatique des jihadistes. «*Nous connaissons maintenant le visage de plusieurs insurgés qui ont attaqué Mocimboa da Praia le 23 mars 2020* (...) *ils appartiennent au groupe qui a attaqué la ville en octobre 2017*», explique le spécialiste Eric Morier-Genoud, de l'université de Belfast. «*On connaît aussi désormais leur objectif ultime*, ajoute-t-il, *établir un État islamiste régi par la charia*». Jusque-là, ces groupes n'étaient jamais apparus au grand jour et concentraient leurs attaques sur les populations civiles, massacrées, décapitées et parfois enlevées, et leurs villages, systématiquement brûlés. Ces violences ont fait au moins 900 morts, selon un décompte de l'ONG Armed Conflict Location and Event Data Project (Acled), et causé le déplacement d'au moins 150 000 personnes, selon les autorités. Malgré l'envoi d'importants renforts militaires sur place, le président Filipe Nyusi n'a toujours pas réussi à ramener l'ordre dans le Cabo Delgado, dont il est originaire. Pas plus qu'il n'est parvenu, comme il l'a promis à de multiples reprises, à «*éliminer*» ceux qu'il continue à désigner comme de simples «*malfaiteurs*». Le déploiement l'an dernier des mercenaires de la société de sécurité privée russe Wagner avant les élections générales d'octobre s'est soldé par un cuisant échec et une retraite précipitée. Le chef de l'État a malgré tout sollicité l'appui d'autres sociétés militaires privées, de la région cette fois. Les observateurs doutent sérieusement qu'elles puissent inverser le cours de l'insurrection. «*Ça peut marcher à court terme car le manque de moyens du gouvernement l'empêche de repousser seul les islamistes*», juge l'analyste indépendante Jasmine Opperman. «*Mais j'en doute à long terme, une opération militaire n'effacera pas que le Cabo Delgado a été oublié* (par les autorités) *pendant si longtemps*». Cette province frontalière de la Tanzanie est considérée comme l'une des plus pauvres du Mozambique. La découverte récente d'énormes gisements de gaz au large de ses côtes, et l'arrivée de grands groupes comme l'Américain Exxon-Mobil et le français Total, suscitent autant d'appétits de pétrodollars dans la capitale que de frustrations dans la population civile. Réélu en octobre, Filipe Nyusi a promis que les milliards de dollars attendus bénéficieraient «*à tout le pays*». «*Le fait que les récentes attaques aient épargné les civils suggère que ce qui se passe pourrait cacher une guerre pour les ressources naturelles*», avance le P' Adriano Nuvunga, de l'université Eduardo-Mondlane de Maputo. «*Peut-être que les insurgés sont les cousins de nos militaires...*» L'entrée en scène la semaine dernière d'un groupe de sécurité privé sud-africain doté de trois hélicoptères a débuté par un premier revers. Un des appareils, intervenu vendredi pour repousser un assaut islamiste sur l'île d'Ibo, a été abattu, selon des sources concordantes. Les autorités se sont refusé à confirmer l'incident. Cet incident «*va idéalement servir la propagande de l'État islamique*», a souligné Jasmine Operman. «*En un mot, la force ne résoudra pas le problème*», insiste-t-elle. «*Le gouvernement a besoin d'une solution globale dont les militaires ne sont qu'une partie. Sinon, il échouera*».

R. C.

Ph. > D. R.

Commentaire

Après

Par Fouzia Mahmoudi

Si le président français Emmanuel Macron et son équipe gouvernementale semblent ne se préoccuper que de la gestion de la pandémie de Covid-19, il n'est pas fantaisiste de supposer qu'ils réfléchissent aussi à l'après et aux lourdes conséquences politiques découlant de cette crise sanitaire et économique sans précédent. Beaucoup d'efforts devront alors être déployés pour tenter d'éviter une débâcle politique. Et ils semblent avoir déjà commencé alors que Gilles Le Gendre, le président du groupe La République En Marche à l'Assemblée, estime que cet «*après*» pourrait reposer sur le redémarrage de l'économie, de nouvelles solidarités et la transition écologique. Si elle empêche un pacte républicain de se conclure après la crise sanitaire, «*la réforme des retraites devra être mise de côté*», estime Gilles Le Gendre. Pour le numéro un des députés de la majorité, l'après-crise sanitaire «*ne sera pas l'''avant''. Mais il ne sera pas le ''Grand Soir''*». «*Nous devons répondre aux aspirations à une réinvention de nos modèles, français, européens, mondiaux, mais résister aux vieilles lunes, comme l'acte de décès de la mondialisation*», prévient-il. Il estime que cet «*après*» «*pourrait s'inscrire dans un nouveau ''pacte républicain''*», qui «*reposerait sur trois piliers : le redémarrage de l'économie, de nouvelles solidarités et protections, et la transition écologique*». «*L'urgence*, juge-t-il, *ce sera la réparation, mais elle s'accompagnera d'une refondation radicale : nous devrons revoir nos équilibres politiques pour rassembler les Français ; et aussi changer notre manière d'associer ces derniers à l'action publique*». Pour construire le pacte républicain, il faudra, selon lui, chercher «*le consensus le plus large avec les forces politiques, les élus locaux, les syndicats, les associations et les citoyens. À l'Assemblée nationale, notre majorité devra faire prévaloir le compromis plutôt que l'affrontement*». Le président du groupe LREM juge que «*la réforme des retraites a montré à quel point notre démocratie sociale est épuisée*». «*Entre deux réformes utiles, il faudra toujours choisir celle qui rassemble les Français. Si elle empêche le pacte républicain de se conclure, la réforme des retraites devra être mise de côté*», affirme-t-il. Il place parmi les priorités «*la relance de l'économie*», qui n'est selon lui «*pas inconciliable avec l'accélération de la transition écologique*», citant «*le développement des énergies renouvelables ou la rénovation à grande échelle des bâtiments*». «*L'hôpital – c'est acté – bénéficiera d'un plan d'investissement massif. Mais ce n'est pas qu'affaire d'argent. Nous devons poursuivre la réforme déjà engagée de notre système de santé*», ajoute-t-il, souhaitant aussi ne pas abandonner la «*loi sur la dépendance*», qui «*illustrerait parfaitement les nouvelles solidarités*». Le Gendre essaie ainsi d'aller au-devant des critiques et des attaques en tentant d'ores et déjà de focaliser le débat sur les grands axes qui intéressent les Français, la reconstruction de l'hôpital public et surtout limiter les dégâts d'une crise économique inévitable. Toutefois, ses efforts risquent de ne pas être récompensés par les réactions espérées, tant la frustration des Français est aujourd'hui à son comble. Car malgré les cotes de popularité positives d'Emmanuel Macron et d'Édouard Philippe en ce moment particulier, cela n'est que momentané et consécutif au besoin des Français de faire bloc en ces temps exceptionnels. Mais après la crise sanitaire passée, la situation va probablement radicalement changer avec une population pleine de questions et avide de réponses sur les multiples et immenses dysfonctionnements qui ont accompagné l'arrivée de la pandémie en France.

F. M.

Notre-Dame de Paris

Un an après l'incendie, un chantier en sommeil

Un an après l'incendie de Notre-Dame de Paris, une immense grue à l'arrêt au-dessus d'une cathédrale toujours prisonnière de son échafaudage telle une toile d'araignée : c'est l'image immobile que donne le chantier du siècle en plein confinement du coronavirus. Notre-Dame, joyau gothique orpheline de sa flèche, sans charpente, avec une voûte fragilisée, dont l'incendie a ému le monde, reste en «*urgence absolue*» selon l'équipe qui veille sur elle, même s'il est très improbable qu'elle s'écroule. Autour du parvis ceinturé de barrières, les touristes japonais, chinois ou américains ont cessé de venir faire des selfies. Le chantier avait été retardé durant l'été par des mesures contre la contamination au plomb. Puis à l'automne et à l'hiver, les intempéries ont bloqué les travaux, chaque fois notamment que les vents soufflaient à plus 40 km/h. Et alors que le printemps se profilait, et que le démarrage du démontage des 10 000 tubes de l'échafaudage tordus et soudés par le feu était imminent, le confinement a plongé le chantier dans le sommeil. Outre la grue géante, un ceinturage avec des poutres métalliques avait été réalisé. Un deuxième échafaudage léger s'élève de part et d'autre de l'ancien. Des cordistes, appelés «*écureuils*», étaient prêts à descendre scier les pièces. Cette opération délicate de quatre mois, «*chantier dans le chantier*», est interrompue, mais le général Jean-Louis Georgelin, qui préside l'Etablissement public de Notre-Dame, étudie la possibilité de la faire reprendre partiellement, progressivement et de manière ciblée. Par exemple «*pour les cordistes, ces équilibristes au bout de leur cordes, la distanciation sociale* (exigée face au coronavirus) *est évidente*». Cet examen est en cours, conduit en concertation étroite avec la maîtrise d'œuvre, les entreprises et tous les acteurs de la prévention. Avant mi-mars, le chantier mobilisait entre 60 et 70 ouvriers, une poignée d'entreprises principales (Europe Echafaudage, Le Bras, Jarnias, Pierre Noël) et une myriade d'autres. Si des robots ont déblayé la nef, il faudra encore retirer les débris au-dessus de l'immense voûte. Des opérations qui s'achèveront en principe à l'été, tandis que le démontage et le dépoussiérage du grand orgue sera effectué tranquillement d'ici 2024. Des capteurs sont chargés partout d'identifier le moindre mouvement éventuel. «*Ça ne bouge pas*», rassure une source proche du dossier.

Covid-19

36 nouveaux cas, le bilan s'élève à 707 contaminations en Tunisie

■ *Trente-six nouvelles contaminations au nouveau coronavirus ont été signalées en Tunisie, portant le nombre des personnes contaminées à 707, dont 31 décès, a annoncé le ministère tunisien de la Santé.*

Ph/D. R.

Par Moncef G.

Dans un communiqué, la même source a fait savoir que 22 nouveaux cas confirmés de coronavirus ont été enregistrés, en plus de 14 autres cas positifs parmi les anciens cas confirmés sur 562 analyses effectuées, portant à 707 le nombre total des contaminations. La même source a précisé que le nombre total des analyses réalisées depuis le début de la crise sanitaire du Covid-19 a atteint 11 238. Les cas de contamination par le virus ont été détectés dans 23 gouvernorats et se répartissent sur Tunis (167), Ariana (83), Ben Arous (71), Médenine (65), Sousse (62), Kebili (40), La Manouba (35), Monastir (35), Sfax (31), Tataouine (20), Gafsa (18), Bizerte (17), Gabes (13) Nabeul (12), Mahdia (12), Kairouan (6), Le Kef (5), Sidi Bouzid (5), Zaghouan (3), Beja (3), Kasserine (2), Tozeur (1) et Jendouba (1). Le ministère a également indiqué que depuis le 22 mars, 2 350 personnes ont été rapatriées, dont 420 ont achevé la période de l'auto-isolement sanitaire obligatoire et 29 ont été testées positives au coronavirus et hébergées dans les centres d'hébergement aménagés à cette fin. Près de 3 000 personnes, parmi celles qui ont eu des contacts avec les personnes contaminées, ont été placées en auto-isolement, précise la même source qui a, par ailleurs, affirmé que les analyses aux laboratoires sont essentiellement effectuées pour les personnes suspectées d'avoir contracté le virus et celles ayant contacté les cas confirmés. Le ministère a ainsi exhorté les citoyens au respect total de la loi et des mesures d'isolement sanitaire et de confinement général dans toutes les régions du pays, afin de limiter la propagation du virus. Par ailleurs, le ministre de la Santé, Abdellatif Mekki, a souligné que la sortie du confinement total reste tributaire de l'évolution de la situation sanitaire et médicale. Lors d'une déclaration de presse, à l'issue d'une réunion à l'Hôpital universitaire de Médenine, Mekki a expliqué que le déconfinement doit permettre de garantir les résultats obtenus lors de la période de confinement, et non pas le contraire.

Un avion chargé d'équipement médical arrive de Chine

Un avion de la compagnie «Tunisair» chargé d'équipement médical a atterri samedi à l'aéroport de Carthage en provenance de Chine, pour appuyer l'effort national en matière de lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus. «*Il s'agit de 27 tonnes d'équipements dont 5.5 millions de masques*», a précisé le commandant de bord Sami Masmoudi, cité par l'agence de presse TAP, ajoutant que le vol a duré 23 heures sans interruption. De son côté, le ministre de la Santé, Abdellatif Mekki, a affirmé que ce lot d'équipements consiste en des moyens de protection pour les professionnels du secteur de la Santé. Il a été financé principalement par le budget de l'Etat, des dons de citoyens ainsi que des contributions des organisations internationales. «*Ce premier vol de Tunisair sera suivi d'autres dans les prochains jours*», a assuré le ministre, faisant savoir qu'un avion étranger devait arriver chargé de matériel de laboratoire et des moyens de protection pour prévenir la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus. Le ministre a assuré que cinq autres appareils sont attendus prochainement à Tunis. Ils seront chargés d'équipements pour des salles de réanimation ainsi que des moyens de protection pour les professionnels du métier. «*Il s'agit d'une ''demande stratégique'', faite par le gouvernement après son entrée en exercice*», a encore souligné le ministre.

Entre 100 et 150 arrestations quotidiennes pour non-respect du confinement

Le ministre de l'Intérieur tunisien, Hichem Mechichi, a indiqué que le nombre des arrestations effectuées par son département pour cause de non-respect du confinement sanitaire total et du couvre-feu est estimé entre 100 et 150 arrestations quotidiennes, a rapporté l'agence de presse TAP. M. Mechichi a précisé, dans ce sens, que plus de 2 500 voitures ont été saisies alors que 60 000 permis et cartes grises ont été retirés. A l'issue d'une visite effectuée en compagnie de la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Asma Shiri Laabidi, aux unités spéciales chargées des investigations dans les crimes de violence contre la femme et les enfants au district de la Garde nationale de Ben Arous et celui de la Sûreté nationale de Hamam lif, Mechichi a indiqué, dans une déclaration aux médias, qu'à partir de la semaine prochaine, une amende financière sera infligée à chaque personne qui ne respectera pas le couvre-feu. Et d'ajouter qu'un décret sera promulgué à cet effet. «*L'amende financière incitera le citoyen à respecter le confinement sanitaire total. Ceci étant, l'amende n'annule pas la possibilité d'appliquer des poursuites et d'autres sanctions surtout en cas de récidive ou de non-respect du confinement et peut aller jusqu'à des peines de privation de liberté*», a-t-il averti. Le ministre de l'Intérieur a souligné également que le respect du confinement sanitaire total en Tunisie s'est amélioré surtout après la décision de décréter le vendredi 10 avril jour de repos à titre exceptionnelle. Concernant les modalités d'octroi des autorisations de circulation, Mechichi a fait observer que cette question est en cours d'évaluation et fera l'objet d'une séance de travail avec tous les ministres intervenants dans ce domaine. «*La séance de travail aura pour but de regrouper toutes les structures habilitées à remettre des autorisations. On fera en sorte à ce que les autorisations soient accordées le plus possible à titre exceptionnel*», a souligné Mechichi. Sur un autre plan, le ministre de l'Intérieur a indiqué que le département va œuvrer, en coopération avec ses partenaires internationaux et le ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Personnes âgées, en vue d'améliorer les outils et les méthodes de travail des unités chargées des investigations dans les crimes de violence contre la femme et les enfants, présentes dans les différents gouvernorats du pays.

M. Gh./APS

Programme gouvernemental de lutte contre le Covid-19 en Mauritanie

Un député demande l'ouverture d'une enquête

LE DÉPUTÉ Mohamed Ould Mohamed M'Bareck a appelé à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur tous les marchés relatifs au programme annoncé par le gouvernement pour la lutte contre le coronavirus et ses conséquences. Il est indispensable pour les parlementaires d'accomplir leur mission consistant à contrôler le travail du gouvernement, a-t-il tweeté sur sa page Facebook. «*Dans le cadre de notre travail parlementaire visant à surveiller l'action du gouvernement et compte tenu de ce qui a été véhiculé sur certains marchés, j'appelle à la création d'une commission d'enquête parlementaire pour vérifier la régularité des marchés liés au programme de lutte contre la pandémie de coronavirus annoncé par le gouvernement*», a-t-il ajouté.

R. M.

Maroc

1 746 cas de contamination et 120 décès

Au moins 1 746 cas de contamination au nouveau coronavirus (Covid-19) ont été enregistrés au Maroc, tandis que le nombre de décès liés à cette épidémie s'est élevé à 120, a annoncé, hier, le ministère marocain de la Santé. D'après le ministère, 85 nouveaux cas confirmés au Covid-19 ont été enregistrés ces dernières 24 heures dans le pays, portant à 1 746 le nombre total de personnes contaminées par le nouveau coronavirus. Le bilan des décès s'établit à 120, précise le ministère qui invite les citoyens à respecter les règles d'hygiène et de sécurité sanitaire ainsi que les mesures préventives prises par les autorités marocaines pour freiner la propagation de cette pandémie mondiale.

Ali M.

Galatasaray

Feghouli souhaite terminer la saison

LE MILIEU offensif international algérien de Galatasaray (Div.1 turque de football), Sofiane Feghouli, a exprimé son souhait de voir la saison 2019-2020 aller jusqu'à bout, alors qu'elle a été suspendue en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19). «*Nous sommes conscients de la situation dans le monde. J'espère que les choses iront mieux et nous aurons l'occasion de terminer le championnat*», a-t-il déclaré à la presse locale. Les acteurs du football turc peuvent encore espérer que le championnat 2019-2020 aille à son terme avec seulement 8 semaines restantes. Avant la suspension de la compétition, Galatasaray occupait la troisième place au classement avec 50 points, à trois longueurs des co-leaders Trabzonspor et Istanbul Basaksehir, qui comptent 53 points chacun. Arrivé en 2017 à Galatasaray en provenance de West Ham (Angleterre) pour un contrat de cinq ans, Feghouli (30 ans) a réussi à s'adjuger deux titres de champion avec les «Sang et Or».

Haltérophilie (Jeux olympiques-2021)

Bidani se prépare sérieusement

L'HALTÉROPHILE algérien Walid Bidani, tout proche d'une qualification aux prochains Jeux olympiques de Tokyo (23 juillet-9 août 2021), s'entraîne toujours en solo à Maghnia (ouest du pays), en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), selon le directeur technique national (DTN). Depuis la décision du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) de fermer toutes les infrastructures sportives (sauf pour les athlètes qualifiés aux JO et en voie se qualifier), Bidani a pris ses loges à Maghnia (son domicile) et s'entraîne en solo pour maintenir sa forme physique et technique. «*Bidani s'entraîne tous les matins à la salle de Maghnia dotée de tout le matériel nécessaire. Son entraîneur, le Géorgien Ivan Grigore, lui a prescrit un programme détaillé. Les deux hommes sont en contact régulier sur le WatsApp pour échanger les nouvelles et ajuster le travail en cas de nécessité*», a indiqué le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne d'haltérophilie (FAH), Djamel Aggoun. L'athlète est pris en charge par la fédération sur le plan de la restauration et des moyens de récupération. Il demeure ainsi le seul athlète d'élite algérien en haltérophilie à rester en activité. «*Les chances de l'haltérophilie algérien pour une place aux JO de Tokyo repose sur Bidani* (+109kg) *qui est à 90 % qualifié. Il est à la 9e position mondiale.Il lui manque, peut-être une compétition à faire* (tournoi africain de qualification) *pour confirmer ses performances*», a expliqué le DTN. Il est vrai que la Fédération algérienne d'haltérophilie a mis le paquet sur Bidani, médaillé de bronze au mondial en septembre dernier en Thaïlande, avant d'enchaîner par deux médailles (argent et bronze) lors du tournoi international de Doha (Qatar). «*Bidani a bénéficié de 260 jours de préparation à l'étranger sans compter les tournois et compétitions internationales auxquels il avait pris part.*

Sa préparation marchait très bien avant le Covid-19 qui a tout freiné.

Mais, on se devait de favoriser cet athlète par apport aux autres, avec l'aide du MJS», a souligné Aggoun, relevant au passage l'absence du soutien du Comité olympique et sportif (COA) qui «*était de tout temps derrière nos athlètes performants avec son aide et son assistance*». D'autre part, Bidani est tenu de suivre le programme de la WADA (Agence mondiale anti-dopage) qui a exigé le programme d'entraînement de tous les athlètes qualifiés ou susceptibles de se qualifier aux JO de Tokyo. «*On a déjà envoyé le programme d'entraînement de Bidani et de Saddam Missaoui à la WADA, qui peut à tout moment dépêcher un de ses agents pour contrôler les athlètes inscrits dans son calendrier*», a averti le DTN, rappelant que Missaoui avait déjà subi un contrôle inopiné, fin février. Après le report des tournois de qualification de la Fédération internationale, la direction technique nationale reste à l'écoute de toute nouvelle émanant de l'instance internationale, surtout de la nouvelle date du Championnat d'Afrique, qualificatif aux JO, initialement prévu à Maurice en avril, et reporté en juin 2020. «*Le rendez-vous de Maurice est important pour nous, puisqu'il concerne aussi deux autres athlètes* (Missaoui Saddam et Fatma-Zohra Bouchra Hirèche), *toujours en course pour une qualification olympique*», a relevé le DTN. «*Missaoui a 40 % de chance de se qualifier, sinon il devrait attendre une éventuelle invitation de l'instance internationale*».

Ligue 1

Medouar annonce la fin du championnat pour septembre

■ *La Ligue professionnelle de football ne serait pas contre une reprise du championnat de Ligue I vers la fin du mois d'août pour se terminer au mois de septembre prochain.*

Ph. > D. R.

Le président de la LFP confiant

Par Mahfoud M.

Ainsi, le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, a indiqué dans une déclaration que cette probabilité sera à l'étude de de même que d'autres qui émaneront des acteurs de la balle ronde nationale pour trouver une solution qui conviendrait à tout le monde. Il rappellera qu'il y a plusieurs scénarios pour terminer la saison, se montrant quand même catégorique en affirmant que les clubs iront au bout de la saison même si cette dernière devait finir en septembre prochain. «*Nous suivons les propositions de la FIFA depuis le début, qui stipule qu'on doit aller au bout de la saison et nous avons plusieurs scénarios. Le problème qu'on rencontre actuellement est que nous ne connaissons pas la date de la fin de cette épidémie et nous ne savons pas quand la vie reprendra son cours*», a expliqué le premier responsable du championnat national en préambule. «*Si nous nous trouvons obligés de finir le championnat en septembre, nous le ferons. La Ligue 1 n'est pas liée à un lieu ou à une heure, l'important est de la terminer, puis de déterminer les procédures appropriées pour préparer la prochaine saison, comme ouvrir la phase de transfert et fixer la date du début de la nouvelle saison*», a conclu le président de la Ligue. Voilà donc qui est clair pour tous les clubs qui s'inquiétaient de ne pas trouver une solution à la saison actuelle, surtout pour certaines formations qui jouent les premiers rôles et sont contre la saison blanche, d'autant qu'ils ont consenti de nombreux sacrifices pour se retrouver là où ils sont, à l'exemple du CR Belouizdad qui ne souhaite pas rater l'occasion de prendre le titre de champion d'Algérie, étant à la première place du classement et devançant son voisin, le MC Alger, et les deux formations que sont l'ES Sétif et la JS Kabylie qui souhaitent aussi terminer la saison en beauté.

M. M.

Olympiakos (Grèce)

Soudani soulagé de son retour

L'ATTAQUANT international algérien de l'Olympiakos (Div. grecque), Hillel Soudani, s'est dit très réjoui de reprendre du travail et de toucher au ballon, même si sa convalescence se poursuit encore. «*Un véritable plaisir de retoucher encore une fois à un ballon après presque deux mois de convalescence qui se poursuit*», a indiqué Soudani dans une vidéo sur son tweet. Touché au genou en février dernier avec l'Olympiakos, Soudani a subi avec succès une opération. Actuellement, il continue sa période de convalescence et il va de mieux en mieux. Dans sa vidéo, Hillel Soudani a enchaîné un nombre incalculable de jongles, confirmant que ceci lui a visiblement manqué. Même si l'international algérien n'a pas connu une saison linéaire due aux problèmes physiques à répétition, il a tout de même des statistiques acceptables. En championnat grec, avec Olympiakos, il a trouvé le chemin des filets à 7 reprises et délivré 5 caviars en 19 apparitions. En sélection nationale, l'ex-joueur de l'ASO Chlef possède 51 sélections, inscrivant 23 buts, ce qui fait de lui le deuxième meilleur buteur en activité de la sélection derrière Islam Slimani. Après avoir raté, pour blessure, la dernière Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) en Egypte qui a sacré l'Algérie face au Sénégal (1-0), Hillel Soudani (32 ans) a été rappelé par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, pour les éliminatoires de la CAN-2021, après s'être rétabli de sa blessure.

FC Metz

Oukidja parmi les gardiens les plus décisifs

L'INTERNATIONAL algérien, Alexandre Oukidja, évoluant au FC Metz (Ligue 1 française de football), figure dans le Top 10 des gardiens de but les plus décisifs en Europe, rapporte, hier, la société anglaise de statistiques sportives, Opta sports. Oukidja occupe la 9e position avec un taux de 75,97 % de pourcentage d'arrêts réalisés depuis le début de la saison en cours (2019-2020), avec le FC Metz qui partage, avec Stade Brestois la 15e position au classement du championnat avec 34 points, pour 28 journées jouées avant l'arrêt de toutes les activités, en raison du Covid-19.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Chlef

Une personne arrêtée à pour désinformation de l'opinion publique

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale ont procédé à l'arrestation d'un individu à Chlef auteur de «fausses informations» sur la propagation du Covid-19 à travers des publications sur son compte Facebook visant à semer le trouble et «remettre en question» les mesures préventives prises pour endiguer l'épidémie, a indiqué lundi un communiqué de ce corps constitué. Dans le cadre de la lutte contre la désinformation de l'opinion publique à travers notamment la remise en question des efforts consentis et les mesures préventives prises par les hautes autorités du pays en vue d'endiguer l'épidémie Covid-19, la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Chlef a diligenté une enquête concernant une publication diffusée sur les réseaux sociaux contenant «de fausses informations sur la propagation du Coronavirus», a précisé le communiqué. Menées en coordination avec les experts en cybercriminalité de la gendarmerie nationale, les investigations ont permis l'identification et l'arrestation de l'auteur dénommé (M.A), a ajouté la même source, soulignant qu'en sus du post en question, les investigateurs ont découvert cinq autres publications «véhiculées par la même personne sur les réseaux sociaux». «Il s'agit de fausses informations et des commentaires ayant pour objectif de semer le trouble au sein de la société concernant la propagation de l'épidémie Covid-19, et de remettre en question les plans d'action mis en place par les pouvoirs publics pour maitriser la propagation de cette pandémie», a fait savoir le communiqué. Après le parachèvement des procédures juridiques, le mis en cause a été présenté devant les juridictions territorialement compétentes pour «diffamation à travers des publications sur les réseaux sociaux susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national et à un corps constitué en diffusant une séquence vidéo sur les réseaux sociaux». Le prévenu a été placé en détention provisoire, a conclu le communiqué.

H Y

Souk Ahras

Saisie de plus de 3300 comprimés psychotropes à Taoura

LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire de la daïra de Taoura relevant de la sûreté de la wilaya de Souk Ahras, ont saisi pas moins de 3 338 comprimés de psychotropes de fabrication étrangère, a indiqué, lundi le chargé de communication de ce corps de sécurité, le commissaire de police, Mohamed- Karim Merdaci. Agissant sur la base d'informations faisant état des agissements d'un individu de 46 ans qui stockait dans son domicile familial une quantité importante de psychotropes afin de les revendre, les éléments de la police judiciaire ont mené une perquisition au domicile de cette personnes pour y découvrir 3 338 comprimés de différents genres de psychotropes. Présenté en référé devant le tribunal de Taoura pour «détention et vente de psychotropes», l'homme de 46 ans a été incarcéré, souligne la même source. **M T**

Skikda et Bouira

Quatre casemates pour terroristes et 2 bombes détruites

QUATRE casemates pour terroristes et deux bombes de confection artisanale ont été détruites, dimanche à Skikda et Bouira, par des détachements de l'Armée Nationale Populaire, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP «ont appréhendé, suite à des opérations distinctes à Tlemcen et Relizane, Jijel et Bordj Bou Arreridj, cinq narcotrafiquants et saisi 61,85 kilogrammes de kif traité et deux véhicules touristiques», ajoute le communiqué. En outre, un détachement de l'ANP «a intercepté, à In Guezzam, 35 individus et saisi sept groupes électrogènes, sixmarteaux piqueurs et un détecteur de métaux, tandis que huit immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen», conclut le MDN.

R N

Tribunal de Sidi M'hamed

Le procès des hommes d'affaires Ali Haddad et Mourad Oulmi reporté au 11 mai

■ *Ils sont poursuivis pour plusieurs accusations en lien avec la corruption, dont obtention, en violation de la législation, de privilèges, d'avantages et de marchés publics.*

Par Slim O.

Le tribunal de Sidi M'hamed (cour d'Alger) a reporté au 11 mai prochain le procès des deux affaires, des hommes d'affaires Ali Haddad et du Directeur général du groupe SOVAC de montage d'automobiles, Mourad Oulmi, a-t-on appris lundi auprès d'une source du collectif de défense. Ali Haddad et Mourad Oulmi sont poursuivis pour plusieurs accusations en lien avec la corruption, dont obtention, en violation de la législation, de privilèges, d'avantages et de marchés publics. Sont également poursuivis plusieurs anciens responsables, dont les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, les deux anciens ministres de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi et Bedda Mahdjoub, l'ancien ministre du Commerce, Amara Benyounès, l'ex-ministre des Transports, Abdelghani Zaalane, ainsi que d'anciens walis, dont l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. Slim O./APS Service d'Oncologie de l'EPH d'Amizour/ Béjaïa Reprise progressive des séances de chimiothérapie. Les patients atteints de cancer dans la wilaya de Béjaïa sont soulagés. Et pour cause, l'établissement hospitalier (EPH) d'Amizour a repris les séances de chimiothérapie, a-t-on appris ces derniers jours. Et pour éviter aux patients de se déplacer surtout en ces temps de crise sanitaire provoquée par le Covid-19, l'EPH a décidé de fixer cancéreux des rendez-vous par téléphone. Ces derniers sont avertis d'avance et ils seront munis de leurs bilans. «L'établissement Public Hospitalier d'Amizour informe l'ensemble des patients du service Oncologie que les séances de chimiothérapie reprendront au niveau de l'établissement», lit-on dans un post de l'EPH ces derniers jours. Ceci en expliquant que «les rendez-vous seront transmis par téléphone pour éviter le déplacement des malades. Pour rappel, le service d'oncologie de l'hôpital d'Amizour avait, provisoirement, suspendu les séances de chimiothérapie à cause de l'apparition des premiers cas de coronavirus et l'isolement des malades au niveau de ce service. La reprise des séances de chimiothérapie a eu lieu au niveau du service de pédiatrie qui a été aménagé à cet effet, ceci afin d'éloigner les cancéreux des locaux réservés à l'isolement des malades atteints par le Covid-19, d'autant que les cancéreux sont des malades vulnérables. Il s'agit surtout d'éviter les regroupements des malades dans le service et les exposer aux risques. **H.C.**

2ème Région militaire à Oran

Le Général-major Chanegriha aujourd'hui en visite de travail et d'inspection

LE GÉNÉRAL-MAJOR Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, effectuera demain mardi, une visite de travail et d'inspection à la 2ème Région militaire à Oran, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Cette visite constituera une opportunité pour Monsieur le Général-Major pour s'enquérir de l'exécution des mesures de prévention contre la pandémie du Coronavirus, inspecter quelques unités et présider une réunion d'orientation avec le Commandement et les cadres de la Région», précise la même source. **O N**

ANP/Nouveau directeur Général de la Sécurité Intérieure par intérim

Chanegriha installe Rachdi à la place de Bouazza

AU NOM du Président de la république, chef suprême des Forces Armées, ministre de la défense nationale, le Général-Major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire par intérim a présidé, hier lundi 13 avril 2020, la cérémonie d'installation officielle du Général Abdelghani Rachdi, dans les fonctions de Directeur Général de la Sécurité Intérieure par intérim, en remplacement du Général Ouassini Bouazza. Le Général-Major a saisi cette occasion pour donner aux cadres de cette Direction sensible, un ensemble d'instructions et d'orientations portant sur la nécessité de consentir davantage d'efforts au service de l'Algérie et de ses intérêts suprêmes, tout en les exhortant à s'aligner autour de leur nouveau responsable et de l'assister dans l'accomplissement de ses missions, à travers leur engagement total et immuable à s'acquitter de leurs missions, avec la rigueur et la persévérance requises. **R T**